

Publications périodiques

Comptes annuels

BPCE SFH

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 600.000.000 €
Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris
501 682 033 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 30 mai 2018

Comptes annuels 2017**I. – Bilan et Hors Bilan**

Actif (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisses, banques centrales		5	8
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.1 / 3.8	25 296 945	22 639 089
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.2 / 3.8	414 301	416 535
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3.3	0	0
Parts dans les entreprises liées			
Opérations de crédit-bail et de locations simples			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Autres actifs	3.5	1 312	1 500
Comptes de régularisation	3.6	166 513	167 062
Total de l'actif		25 879 076	23 224 194
Hors bilan			
Engagements donnés			
<i>Engagements de financement</i>			
<i>Engagements de garantie</i>			
<i>Engagements sur titres</i>			
Passif (en milliers d'euros)			
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	3.1 / 3.8	1 819 920	1 299 861
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	3.4 / 3.8	23 249 498	21 113 948
Autres passifs	3.5	1 161	212
Comptes de régularisation	3.6	167 087	168 779
Provisions			
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	3.7	641 410	641 394
<i>Capital souscrit</i>		600 000	600 000
<i>Primes d'émission</i>			
<i>Réserves</i>		26 792	26 483
<i>Ecart de réévaluation</i>			
<i>Provisions réglementées et subventions d'investissement</i>			
<i>Report à nouveau</i>		11 521	8 748
<i>Résultat de la période</i>		3 097	6 163
Total du passif		25 879 076	23 224 194
Hors bilan			
Engagements reçus			
<i>Engagements de financement</i>			
<i>Engagements de garantie</i>	4.1	30 399 218	27 672 122
<i>Engagements sur titres</i>			

II. – Compte de résultat

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	5.1	483 051	912 423
Intérêts et charges assimilées	5.1	-474 430	-899 172
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)			

Commissions (charges)	5.2	-5	-12
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire			
Produit net bancaire		8 616	13 239
Charges générales d'exploitation	5.3	-3 084	-3 233
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles			
Résultat brut d'exploitation		5 532	10 006
Coût du risque			
Résultat d'exploitation		5 532	10 006
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		5 532	10 006
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	5.4	-2 434	-3 843
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		3 097	6 163

III. – Affectation du résultat

Deuxième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice)

L'Assemblée Générale, constatant que le bénéfice de l'exercice clos au 31 décembre 2017 s'élève à 3 097 223,42 euros, approuve l'affectation de ces sommes telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration :

- A la réserve légale à hauteur de 5%	154 861,17 euros
- Distribution de dividendes	2 942 362,25 euros

Suite à cette affectation le solde de la réserve légale est de 2 224 574,69 euros, le solde du report à nouveau et le solde des autres réserves restent inchangés, respectivement à 11 520 884,76 euros et 24 722 173,68 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le	Dividende / revenu distribué par actions	Fraction du dividende éligible à l'abattement de 40 %	Fraction du dividende non éligible à l'abattement de 40 %
31 décembre 2014	/	/	/
31 décembre 2015	/	/	/
31 décembre 2016	3 081 498,36 euros soit 0,005 euros par action	3 081 498,36 euros	/

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents ou représentés.

IV. – Annexes aux comptes individuels annuels

Note 1. – Cadre Général

1.1 Fonctionnement de BPCE SFH

La Loi sur la Régulation Bancaire et Financière (LRBF) du 22 octobre 2010 a donné un cadre légal au refinancement des activités de prêts à l'immobilier résidentiel. La loi a créé une nouvelle catégorie d'obligations sécurisées, distincte des Obligations Foncières, les Obligations à l'Habitat (OH), qui sont émises par une Société de Financement de l'Habitat (SFH) et ont pour vocation de faciliter le refinancement des activités de prêts à l'immobilier résidentiel des banques françaises.

La loi confère à la SFH des avantages législatifs significatifs. La SFH dispose :

- du privilège des créances de l'article L.513-11 du Code Monétaire et Financier (CMF) ;
- d'un contrôleur spécifique, et d'un commissaire aux comptes nommé après avis conforme de l'ACPR, (art. L. 513-32 du CMF) ;
- du surdimensionnement réglementaire de l'article L. 513-12 du CMF.

Les sécurités et garanties apportées dans les OH sont intégralement explicitées par la loi. La protection est la même pour l'ensemble des investisseurs qui bénéficient également d'un cadre très simple et lisible.

Le principe général est d'émettre des OH sur le marché national et international et de les garantir par un ensemble surdimensionné de prêts (pool) respectant des critères d'éligibilité prédéfinis. Dans un premier temps, les prêts concernent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires.

Les ressources collectées par BPCE SFH sont intégralement prêtées aux établissements participant au programme d'émission (Caisses d'Epargne, Banques Populaires et BPCE SA). BPCE SA intervenant en tant qu'agent des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires et en tant qu'emprunteur.

Pour sécuriser les prêts qui leur sont octroyés par BPCE SFH, comme dans le cadre actuel des Covered Bonds, les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires consentent une garantie sur une partie de leur production de prêts immobiliers résidentiels. BPCE SFH bénéficie ainsi d'une garantie financière accordée par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires sous la forme du nantissement d'un portefeuille de créances qu'elles détiennent.

Cette garantie financière est régie par l'article L 211-38-I du CMF qui prévoit qu'à « titre de garantie des obligations financières présentes et futures [...], les parties

peuvent prévoir la remise en pleine propriété, opposable aux tiers sans formalités, d'instruments financiers, effets, créances, contrats ou sommes d'argent, ou la constitution de sûretés sur de tels biens ou droits », même lorsque l'une des parties fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires, y compris si cette procédure est ouverte sur le fondement d'un droit étranger. En d'autres termes, si une banque remet un portefeuille de prêts à l'habitat en garantie d'une opération de refinancement (émission d'obligations), ce portefeuille est alors inaliénable et ne peut être revendiqué par les créanciers de la banque.

Les sûretés sont essentiellement constituées sur des prêts résidentiels assortis soit d'une hypothèque (ou d'un privilège de prêteur de deniers), soit d'une garantie octroyée par une société de cautionnement. La loi crée un label « bonne » caution interne et une pondération est appliquée en fonction de la qualité de la caution interne.

Le mécanisme de mise en garantie des créances est associé à une obligation de reporting périodique, notamment auprès des agences de notation et des investisseurs.

En cas de survenance du défaut du Groupe BPCE dans le respect de ses obligations au titre de la documentation du programme d'émission, la garantie financière pourrait être exercée et la propriété des actifs donnés en garantie serait transférée à BPCE SFH.

BPCE SFH a un statut de SFH et bénéficie d'un agrément spécifique de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution en qualité de société financière qui a été prononcé en date du 1er avril 2011.

1.2 Evénements significatifs

En 2016, BPCE SFH a réalisé les émissions suivantes :

Emissions en milliers d'euros

Emissions publiques	2 750 000
Emissions privées de droit français	976 000
Emissions privées de droit allemand	50 000
Total	3 776 000

Deux séries d'émissions de 1 485 millions d'euros et 30 millions d'euros sont arrivées à échéance en février 2017.

Une émission de 105 millions d'euros est arrivée à échéance en juillet 2017.

BPCE SFH a dû rembourser 1 515 millions d'euros, du fait de la tombée de la série 10 et de la série 11 en février 2017. Conformément à la réglementation SFH, la structure doit disposer des fonds nécessaires 6 mois avant l'échéance.

Dans ce cadre, le 19 août 2016 BPCE SFH a emprunté 1 300 millions d'euros à BPCE sur 7 mois à OIS + 19 bps et prêté à BPCE 1 300 millions d'euros sur 3 mois à OIS + 4 bps.

Ces opérations renouvelées mensuellement, ont été clôturées le 19 février 2017, et ont générées une charge de 201 milliers d'euros en 2017.

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) a communiqué en mai 2017 à BPCE SFH l'appel de contribution 2017 au Fonds de Résolution Unique (FRU) pour 1 971 milliers d'euros. Cette contribution correspond :

- D'une part à une cotisation définitive (égale à 85 % du montant payé) enregistrée en charges. Cette charge, non déductible au plan fiscal, s'élève à 1 675 milliers d'euros.

- D'autre part à un dépôt de garantie (égal à 15 % du montant payé) enregistré à l'actif du bilan. Ce dépôt de garantie s'élève à 296 milliers d'euros.

L'assemblée générale du 15 Mai 2017 a décidé le paiement d'un dividende unitaire de 0,00514 euro par action. BPCE SFH a ainsi versé à son actionnaire BPCE 3 081 milliers d'euros le 16 mai 2017.

BPCE SFH doit rembourser 2 180 millions d'euros en février et en mars 2018 au titre de la tombée des séries 12, 21, 26 et 59.

Pour ce faire, le 1 septembre 2017 BPCE SFH a emprunté 1 840 millions d'euros à BPCE sur 7 mois à OIS + 4,5 bps et prêté à BPCE 1 840 millions d'euros sur 3 mois à OIS - 0,5 bp.

A partir du 27 décembre 2017, le montant de l'emprunt et du prêt est de 1 820 millions d'euros.

Ces opérations sont renouvelées mensuellement et ont générées sur l'exercice 2017 une charge de 635 milliers d'euros.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement intervenu après la clôture et ayant une incidence sur les comptes de la période n'a été constaté.

Note 2. Principes et méthodes comptables

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de BPCE SFH sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2017.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le

respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de dépréciations et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques.

2.3.2 Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

2.3.3 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont, selon leur nature, pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charge ou produit à répartir.

2.3.4 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinuée avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.5 Revenus des titres

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans la période.

2.3.6 Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de la période.

BPCE SFH a signé avec sa mère intégrante (BPCE) une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

2.3.7 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 771 milliers d'euros.

Note 3. – Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1 Opérations interbancaires

Actif (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances à vue	226 319	223 975
Comptes ordinaires	226 319	223 975
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour		
Valeurs non imputées		
Créances à terme	24 822 000	22 146 000
Comptes et prêts à terme	24 822 000	22 146 000
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs et titres reçus en pension à terme		
Créances rattachées	248 626	269 114
Créances douteuses		
dont créances douteuses compromises		
Dépréciations des créances interbancaires		
dont dépréciation sur créances douteuses compromises		
Total	25 296 945	22 639 089

Les créances à vue représentent pour 226 319 milliers d'euros le solde des comptes bancaires de BPCE SFH ouverts chez BPCE et chez Natixis.

Les créances à terme de 24 822 000 milliers d'euros représentent les prêts consentis à BPCE, aux Banques Populaires et aux Caisses d'Epargne.

Passif (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue		
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées à vue		
Dettes à terme	1 819 920	1 299 861

<i>Comptes et emprunts à terme</i>	1 820 000	1 300 000
<i>Valeurs et titres donnés en pension à terme</i>		
<i>Dettes rattachées à terme</i>	-80	-139
Total	1 819 920	1 299 861

Les dettes à terme de 1 820 millions d'euros correspondent aux emprunts consentis par BPCE.

3.2 Obligations et autres titres à revenu fixe

3.2.1 Portefeuille titres

en milliers d'euros	31/12/2017				31/12/2016			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeurs brutes								
Créances rattachées								
Dépréciations								
Obligations et autres titres à revenu fixe			414 301	414 301			416 535	416 535
Valeurs brutes			406 743	406 743			408 978	408 978
Créances rattachées			7 558	7 558			7 558	7 558
Dépréciations								
Actions et autres titres à revenu variable								
Valeurs brutes								
Créances rattachées								
Dépréciations								
Total			414 301	414 301			416 535	416 535

Obligations et autres titres à revenu fixe

en milliers d'euros	31/12/2017				31/12/2016			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés			206 743	206 743			208 978	208 978
Titres non cotés			200 000	200 000			200 000	200 000
Titres prêtés								
Titres empruntés								
Créances douteuses								
Créances rattachées			7 558	7 558			7 558	7 558
Total			414 301	414 301			416 535	416 535
<i>dont titres subordonnés</i>								

3.2.2 Evolution des titres d'investissement

en milliers d'euros	01/01/2017	Achats	Cessions	Remboursements	Conversion	Décotes / surcotes	Transferts	Autres variations	31/12/2017
Effets publics									
Obligations et autres titres à revenu fixe	408 978					-2 235			406 743
Total	408 978					-2 235			406 743

3.3 Parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

3.3.1 Opérations avec les entreprises liées

Il s'agit des sociétés susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidé. Les opérations sont essentiellement effectuées avec les Banques Populaires, les Caisses d'Épargne, la Compagnie de Financement Foncier et BPCE.

en milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
Créances	25 296 945		25 296 945	22 639 089
<i>dont subordonnées</i>				
Dettes	0		0	0
<i>dont subordonnées</i>				
Engagements de financement				
Engagements de garantie				
Autres engagements donnés				
Engagements donnés	0		0	0
Engagements de financement				
Engagements de garantie	30 399 218		30 399 218	27 672 122

Autres engagements reçus				
Engagements reçus	30 399 218		30 399 218	27 672 122

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

3.4 Dettes représentées par un titre

en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse et bons d'épargne		
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		
Emprunts obligataires	23 002 000	20 846 000
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	247 498	267 948
Total	23 249 498	21 113 948

Les emprunts obligataires correspondent au stock d'émissions réalisées par BPCE SFH.

3.5 Autres actifs et autres passifs

en milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Versements restant à effectuer sur titres de participations				
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	540	138	1 025	212
Dépôts de garantie versés et reçus	771		476	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers		1 023		
Total	1 312	1 161	1 500	212

Les autres actifs sont constitués de :

- L'impôt sur les bénéfices pour un montant de 447 milliers d'euros,
- La CVAE pour un montant de 93 milliers d'euros.
- Fonds de Résolution Unique pour un montant de 771 milliers d'euros.

Les autres passifs sont composés de :

- La contribution sociale de solidarité pour un montant de 138 milliers d'euros,
- Factures fournisseurs en attente de règlement pour un montant de 1 023 milliers d'euros.

3.6 Comptes de régularisation

en milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes d'émission et de remboursement	81 812	84 689	58 240	108 779
Charges et produits constatés d'avance	84 701	81 812	108 791	58 240
Produits à recevoir/Charges à payer		586	31	1 760
Valeurs à l'encaissement				
Autres				
Total	166 513	167 087	167 062	168 779

Les primes de remboursement ou d'émission restant à amortir s'élèvent à 81 812 milliers d'euros à l'actif et à 84 689 milliers d'euros au passif. Le solde non amorti correspond à la différence entre le montant initialement reçu et le prix de remboursement des dettes représentées par un titre.

Les charges et produits constatés d'avance correspondent principalement aux surcotes / décotes et commissions restant à amortir. Celles-ci représentent 81 812 milliers d'euros au passif et 84 701 milliers d'euros à l'actif.

Le poste « Charges à payer » se compose notamment des charges refacturées par BPCE pour 160 milliers d'euros et des frais liés aux émissions pour 386 milliers d'euros.

3.7 Capitaux propres

en milliers d'euros	Capital	Réserves/ Autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2015	600 000	26 023	0	9 208	635 231
Mouvements de l'exercice		460	8 748	-3 045	6 163
Total au 31 décembre 2016	600 000	26 483	8 748	6 163	641 394

Variation de capital					
Affectation résultat 2016		308	5 855	-6 163	
Distribution de dividendes			-3 082		-3 082
Augmentation de capital					
Remboursement du capital					
Autres mouvements					
Résultat de la période				3 097	3 097
Total au 31 décembre 2017	600 000	26 792	11 521	3 097	641 410

	Nombre de titres				
	A l'ouverture de la période	Créés pendant la période	Remboursés pendant la période	A la clôture de la période	Valeur Nominale
Actions ordinaires	600 000			600 000	1 euro
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

Le capital social de BPCE SFH s'élève à 600 000 milliers d'euros, soit 600 000 milliers d'actions d'une valeur de 1 euro chacune, détenues à 100% par BPCE.

3.8 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

en milliers d'euros	31/12/2017					Non déterminé	Total
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	474 945	4 000 000	8 000	10 461 500	10 352 500		25 296 945
Opérations avec la clientèle							
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 558			307 439	99 304		414 301
Opérations de crédit-bail et de locations simples							
Total des emplois	482 503	4 000 000	8 000	10 768 939	10 451 804	0	25 711 246
Dettes envers les établissements de crédit	-80		1 820 000				1 819 920
Opérations avec la clientèle							
Dettes représentées par un titre	247 498	2 180 000	8 000	10 461 500	10 352 500		23 249 498
Dettes subordonnées							
Total des ressources	247 418	2 180 000	1 828 000	10 461 500	10 352 500	0	25 069 418

Note 4.- Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

4.1 Engagements reçus et donnés

en milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit		30 399 218		27 672 122
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle				
Total		30 399 218		27 672 122

BPCE SFH bénéficie de valeurs apportées en garantie par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires.

Cette garantie est constituée directement sur un portefeuille de créances immobilières détenues par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. Au 31 décembre 2017, ces créances s'élèvent à 30 399 218 milliers d'euros.

En cas de survenance d'événements prédéterminés définis dans le prospectus d'émission, la garantie pourra être exercée et la propriété des actifs donnés en garantie sera automatiquement transférée à BPCE SFH.

4.2 Ventilation du bilan par devise

Dans BPCE SFH, toutes les opérations sans exception sont en Euro.

Note 5.- Informations sur le compte de résultat

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

en milliers d'euros	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	448 462	-23 251	425 211	858 091	-43 140	814 951

Opérations avec la clientèle						
Obligations et autres titres à revenu fixe	34 589	-451 179	-416 590	54 332	-856 032	-801 700
Dettes subordonnées						
Autres						
Total	483 051	-474 430	8 621	912 423	-899 172	13 251

Les produits relatifs aux opérations avec les établissements de crédit comprennent les intérêts échus et intérêts courus des prêts à terme, les intérêts sur comptes courants et sur dépôts de garantie versés au Fonds de Résolution Unique (FRU). Les charges concernent l'étalement des surcotes sur prêts.

Les charges relatives aux obligations et autres titres à revenu fixe comprennent les tombées de coupons et les intérêts courus des obligations émises, les étalements des primes d'émission payées, les frais liés aux émissions (agences de notation et lettres de confort des commissaires aux comptes). Les produits concernent l'étalement des primes d'émissions reçues et les intérêts liés aux titres d'investissement.

5.2 Commissions

en milliers d'euros	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaires		-5	-5		-12	-12
Autres commissions						
Total		-5	-5		-12	-12

5.3 Charges générales d'exploitation

en milliers d'euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges de retraite et assimilées		
Autres charges sociales		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés		
Impôts et taxes liés aux rémunérations		
Total des frais de personnel	0	0
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes (1)	-238	-1 691
Autres charges générales d'exploitation (1)	-2 846	-1 542
Charges refacturées		
Total des autres charges d'exploitation	-3 084	-3 233
Total	-3 084	-3 233

(1) Reclassement de la contribution au Fonds de Résolution Unique d'« Impôts et taxes » à « Autres charges générales d'exploitation ».

BPCE SFH n'a pas de salariés.

Les charges générales d'exploitation correspondent notamment à la contribution définitive au Fonds de Résolution Unique pour 1 675 milliers d'euros, aux prestations administratives et comptables réalisées par BPCE pour le compte de BPCE SFH dans le cadre d'une convention ad-hoc ainsi qu'aux impôts et taxes. Aucune avance ni crédit n'a été consenti aux membres des organes d'administration et de direction au titre de leurs fonctions au cours de l'exercice 2017.

5.4 Impôt sur les bénéfices

La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale de BPCE SA.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat fiscal et le résultat comptable, s'analyse ainsi :

en milliers d'euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat comptable	3 097	6 163
Réintégration Contribution sociale de solidarité (N)	138	212
TRS Taxe de Risque Systémique	10	
FRU Fonds de Résolution Unique	1 675	1 307
Impôt sur les Sociétés	2 434	3 843
Total 1	7 355	11 525
Déduction Contribution sociale de solidarité (N-1)	-212	-292
Total 2	-212	-292
Résultat fiscal	7 143	11 233
Taux	33,33%	33,33%
IS exigible	2 381	3 744
Contribution additionnelle (3,30%)	53	98
Impôt sur les bénéfices	2 434	3 843

Note 6.- Tableau des flux de trésorerie

6.1 Principes

Le tableau des flux de trésorerie analyse l'évolution de la trésorerie, provenant des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement, entre deux exercices.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la recommandation 2004-R.03 du Conseil national de la comptabilité, relative au format des documents de synthèse des entreprises relevant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières (CCLRF).

Il est établi selon la méthode indirecte. Le résultat de l'exercice est retraité des éléments non monétaires : dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, dotations nettes aux dépréciations, provisions, autres mouvements sans décaissement de trésorerie, comme les charges à payer et les produits à recevoir. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation, d'investissement et de financement sont déterminés par différence entre les postes des comptes annuels de l'exercice précédent et de la période en cours.

Les opérations sur le capital sans flux de trésorerie ou sans incidence sur le résultat sont neutres : paiement du dividende en actions, dotation d'une provision par imputation sur le report à nouveau.

Les activités d'exploitation comprennent :

- l'émission de ressources à long terme non subordonnées ;
- le prêt de ces ressources à des établissements de crédit du Groupe BPCE ;
- la rémunération des titres d'investissement.

Les activités d'investissement correspondent à l'acquisition de titres d'investissement.

Les activités de financement correspondent à l'émission d'actions.

La trésorerie est définie selon les normes du Conseil national de la comptabilité. Elle comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue à la Banque de France, aux CCP et chez les établissements de crédit.

6.2 Tableau des flux de trésorerie

Tableau des flux de trésorerie en milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Activités d'exploitation		
Résultat de l'exercice	3 097	6 163
Retraitements du résultat, liés aux opérations d'exploitation		
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Dotations nettes aux dépréciations/clientèle et établissements de crédit		
Dotations nettes aux dépréciations/titres de placement		
Dotations nettes aux provisions/crédits		
Gains nets sur la cession d'immobilisations		
Autres mouvements sans décaissement de trésorerie	1 129	3 930
Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	-2 635 285	4 563 003
Flux de trésorerie sur titres de placement		
Flux de trésorerie sur titres d'investissement	59	2 898
Flux sur autres actifs	189	-1 235
Flux sur dettes/établissements de crédit et clientèle	2 635 285	-4 563 003
Emissions nettes d'emprunts		
Flux sur autres passifs	949	-729
Trésorerie nette utilisée par les activités d'exploitation	5 423	11 027
Activités d'investissement		
Flux liés à la cession de :		
-Actifs financiers	0	195 000
-Immobilisations corporelles et incorporelles		
Décaissements pour l'acquisition de :		
-Actifs financiers		
-Immobilisations corporelles et incorporelles		
Flux net provenant d'autres activités d'investissement		
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement	0	195 000
Activités de financement		
Flux de trésorerie due à l'émission d'actions		
Dividendes versés	-3 081	0
Emissions nettes de dettes subordonnées		
Autres		
Trésorerie nette due aux activités de financement	-3 081	0
Total activités	2 342	206 027
Variation de la trésorerie nette	2 342	206 027
Trésorerie à l'ouverture	223 982	17 955
Trésorerie à la clôture	226 325	223 982
Net	2 343	206 027
Caisse et banques centrales		

Opérations à vue avec les établissements de crédit	226 325	223 982
Total	226 325	223 982

Note 7.- Autres informations**7.1 Consolidation**

Les comptes individuels de BPCE SFH sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE en application du règlement n°99-07 du Comité de la réglementation comptable.

7.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes

Montants en milliers d'euros	PricewaterhouseCoopers Audit			KPMG			
	Montant (1)		%	Montant (1)		%	
	2016	2015	2016	2016	2015	2016	2015
Audit							
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels (2)	18	18	43%	18	18	43%	36%
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	24	32	57%	24	32	57%	64%
Total	42	50	100%	42	50	100%	100%
Variation (%)	-16%			-16%			

7.3 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératif en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires (mise en œuvre du décret n°2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du Groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'information des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 8 avril 2016 pris en application de l'article 238-0-A du code général des impôts.

Au 31 décembre 2017, BPCE SFH n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

V- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de BPCE SFH

BPCE SFH

50 avenue Pierre Mendès France
75013 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPCE SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontolo-

gie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet KPMG Audit a été nommé commissaire aux comptes de la société BPCE SFH par l'assemblée générale du 4 mars 2011.

Le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé commissaire aux comptes de la société BPCE SFH par les premiers statuts datés du 13 décembre 2007 de GCE ODE 007 (dont la dénomination sociale est devenue BPCE SFH en mars 2011), lors de sa constitution.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 11ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG dans la 7ème année, sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 5 avril 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Agnès Husscherr-Harel

KPMG Audit

Xavier de Coninck

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion intégré dans le rapport financier annuel présenté par le conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018 est tenu à la disposition du public au siège social de BPCE SFH sis 50, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris.

VII. – Procédure afférente à l'évaluation initiale et à la réévaluation des biens apportés en garantie des prêts au 31.12.2017

BPCE SFH est un établissement de crédit, filiale à 99.99% de BPCE SA, dont l'objet est le refinancement de prêts personnels immobiliers, originés par les réseaux commerciaux du Groupe BPCE, par l'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat.

1. Le cadre réglementaire

BPCE SFH est soumise à différentes obligations réglementaires, notamment l'application du règlement N° 99-10 du CRBF sur la valorisation des biens financés par des prêts éligibles.

1.1. Règlement n° 99-10 du CRBF du 09 juillet 1999 – Chapitre 1er de l'évaluation des immeubles

Modifié par les règlements 2001-02 du 26 juin 2001 et n°2002-02 du 15 juillet 2002 et par les arrêtés du 7 mai 2007, du 23 février 2011, du 26 mai 2014 et du 03 novembre 2014 :

Article 1 : Les immeubles financés ou apportés en garantie au sens des articles L.513-3 et L.513-29 du code monétaire et financier font l'objet d'une évaluation prudente excluant tout élément d'ordre spéculatif.

Article 2 : L'évaluation est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés.

Cette valeur est déterminée par écrit de manière claire et transparente et ne peut être supérieure à la valeur vénale.

Par dérogation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 euros ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 euros.

Article 3 : Après leur acquisition ou apport en garantie, l'évaluation des immeubles est réexaminée dans le cadre du système de mesure des risques auquel sont assujetties les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat au titre de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution :

a) Pour les immeubles à usage d'habitation, cet examen est effectué annuellement selon une méthode statistique ;

b) Pour les immeubles à usage professionnel pour lesquels l'ensemble des prêts immobiliers appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû inférieur à 30 % du montant total initialement prêté ou inférieur à 480 000 euros, l'examen peut être effectué annuellement par l'utilisation d'une méthode statistique ;

c) Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est inférieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet examen est individuel et effectué tous

les trois ans. Entre deux examens individuels, la valeur de ces immeubles est réexaminée annuellement selon une méthode statistique ;

d) Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est supérieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet examen est annuel et individuel.

Article 4 : L'évaluation des biens immobiliers est réalisée par un expert indépendant au sens de l'article 168 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

Article 5 : Les modes et les résultats d'évaluation des immeubles ainsi que les méthodes de réexamen périodique de leur valeur sont tenus à la disposition du contrôleur spécifique mentionné à l'article L.513-23 du Code monétaire et financier qui se prononce sur leur validité. Ils sont publiés simultanément aux comptes annuels accompagnés de l'appréciation du contrôleur spécifique. L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution peut exiger leur modification.

Article 5 bis : Les prêts financés par les sociétés de crédit foncier et par les sociétés de financement de l'habitat font l'objet d'une documentation appropriée.

Article 5 ter : Les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat disposent de procédures leur permettant de vérifier que les immeubles financés ou apportés en garantie font l'objet d'une assurance adéquate contre les dommages.

2. Evaluation initiale des biens financés

Les articles 2 et 4 du règlement n°99-10 du CRBF, stipulent que :

- l'évaluation initiale d'un gage est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés ;
- cette évaluation est déterminée par écrit de manière claire et transparente et ne peut être supérieure à la valeur vénale ;
- l'évaluation des immeubles est réalisée par un expert indépendant ;
- par dérogation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 € ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la Société de Financement de l'Habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 €.

Dans la pratique, une évaluation à dire d'expert n'est pas, en l'état, systématiquement diligentée par les réseaux commerciaux du Groupe BPCE lors de l'instruction des prêts.

Dans ce contexte :

- tous les gages donnés en garantie à BPCE SFH font l'objet d'une valorisation initiale sur la base du **coût de l'opération**.
- Lors de la transformation de BPCE SFH en Société de Financement de l'Habitat, il a été décidé de :
 - ne pas mobiliser les prêts concernés par le dépassement des seuils mentionnés précédemment (600 K€ / 480 K€), en attendant l'évaluation à dire d'expert des gages sous-jacents ;
 - analyser les possibilités de diffusion pour l'avenir, au sein des réseaux commerciaux du Groupe d'une procédure d'évaluation initiale des gages lors de l'octroi des prêts.

Dans les chaînes de gestion du Groupe, le coût de l'opération est déterminé, mais de façon non systématique, hors « frais de notaire » (en diminution du coût de l'opération).

3. Réévaluation périodique des biens financés

Conformément à la réglementation applicable, s'agissant de biens immobiliers résidentiels à destination des particuliers, l'actualisation de la valeur initiale des biens financés se fait par une méthode statistique.

La méthode de réévaluation statistique mise en œuvre par BPCE SFH dépend de la localisation des biens.

Pour les biens situés en Région Ile-de-France, la méthode est fondée sur les prix immobiliers moyens par département, à l'exclusion des biens situés à Paris pour lesquels les prix moyens sont segmentés par arrondissement. Ces prix moyens sont issus de la base PARIS NOTAIRES SERVICES, recensant les références des transactions immobilières notariées sur l'ensemble de la Région Ile-de-France.

Pour les biens situés dans les autres départements métropolitains, la méthode est fondée sur le prix immobilier moyen par département issu de la base PERVAL, recensant les références des transactions immobilières notariées sur l'ensemble du territoire concerné.

Pour les biens situés dans les DOM/COM (5 143 dossiers représentant un encours de 437 M€), on utilise l'indice de réévaluation national issu de la base PERVAL.

3.1 Référentiel utilisé pour les évolutions des prix au m² : PARIS NOTAIRES SERVICES & PERVAL

Les indicateurs de réévaluation qui ont été retenus sont ceux issus des bases commercialisées par les sociétés PARIS NOTAIRES SERVICES et PERVAL détenues par le notariat. Ces bases couvrent, d'une part, l'Ile de France et, d'autre part, le reste du territoire français.

Ces bases restituent les évolutions des prix de l'immobilier ancien au m². BPCE SFH effectue une mise à jour semestrielle en décembre et en juin pour la valorisation des garanties des crédits immobiliers. Ces mêmes indices de prix sont utilisés dans le cadre des travaux Bâle III pour le suivi de la valeur des garanties au niveau du Groupe BPCE.

L'historique des prix est alimenté depuis le 1er trimestre 1998 par la base PERVAL et depuis le 1er trimestre 1990 par la base PARIS NOTAIRES SERVICES. Les périodes antérieures sont recomposées à partir de l'indice dit « DUON ».

S'agissant de ce dernier indice, il est composé de séries annuelles longues d'indices de prix disponibles sur : http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=138#a2

Remarque : La créance la plus ancienne intégrée au cover pool au 31 décembre 2017 date d'avril 1994.

Il convient de noter que les indicateurs de réévaluation sont publiés par chacune des 2 sources PERVAL et PARIS NOTAIRES SERVICES avec un délai moyen de 9 mois. Dans ce contexte, les derniers indicateurs utilisés au 31 décembre sont généralement ceux du 2ème trimestre de l'année d'arrêt pour les deux fournisseurs.

Pour l'arrêté du 31.12.2016, les indices définitifs du 2ème trimestre 2016 fournis par PERVAL et PARIS NOTAIRES SERVICES ont été utilisés.

Pour l'arrêté du 31.12.2017, les indices définitifs du 2ème trimestre 2017 fournis par PERVAL et PARIS NOTAIRES SERVICES ont été utilisés, soit une variation d'indices couvrant une période de 12 mois.

3.2. Retraitements effectués sur les données utilisées

- Retraitement des départements non disponibles

Les biens sans localisation géographique exploitable font l'objet d'un retraitement qui consiste à récupérer le code postal du client dès lors que le prêt correspond au financement de la résidence principale de l'emprunteur. Ce traitement concerne 26 837 prêts pour un encours de 2 013,9M€.

A l'issue de ce retraitement et pour les biens situés à Paris qui ne présentent pas de code postal l'indice moyen parisien est utilisé. Pour les biens situés en province sans code département correspondant au référentiel des indices, l'indice national est appliqué.

Ainsi, les gages localisés hors DOM/COM et pour lesquels la réévaluation emprunte l'indice national et non l'indice départemental représentent 1 360 dossiers pour un montant réévalué de 207.1M€ (soit 0,3% de la valeur réévaluée totale des gages) et un encours de prêts de 52.3M€, répartis de la façon suivante :

- 865 dossiers pour lesquels on ne disposait pas d'indice départemental à la date d'octroi,
- 495 dossiers sans code département exploitable,

Une démarche générale de mise en qualité des données impliquant l'ensemble des établissements adhérents au dispositif de réévaluation des gages a été initiée en 2012 et a permis de réduire la proportion des prêts insuffisamment ou mal renseignés.

3.3. Calcul de la valeur réévaluée des biens financés

Le calcul de la valeur réévaluée des biens se base sur la valeur initiale du bien, telle que déterminée au paragraphe 2, à laquelle est appliquée la formule suivante :

$$\text{Valeur du bien réévaluée} = \text{valeur initiale du bien} * \text{prix au m}^2 \text{ à date d'arrêté} / \text{prix au m}^2 \text{ à date de réalisation du prêt}$$

2- Annexe : indices retenus en 2017 et valeur des gages

Evolution annuelle des prix par département et répartition de la valeur réévaluée des Garanties au 31/12/2016 :

	Valeur Indicée des Gages au 31/12/2016 en K€	Prix au m2 2015	Prix au m2 2016	Evolution Annuelle des Prix en %	Trimestre d'évaluation	CRD en K€ au 31/12/2016	NB au 31/12/2016
Ain	639 438	2 157	1 980	-8%	T2-2016/T2-2015	264 773	5 204
Aisne	283 016	1 089	1 069	-2%	T2-2016/T2-2015	158 939	3 447
Allier	342 881	1 028	1 004	-2%	T2-2016/T2-2015	176 519	4 313
Alpes-de-Haute-Provence	277 031	1 808	1 782	-1%	T2-2016/T2-2015	141 624	2 543
Hautes-Alpes	329 167	2 193	2 131	-3%	T2-2016/T2-2015	154 772	2 926
Alpes-Maritimes	1 623 410	4 085	3 940	-4%	T2-2016/T2-2015	684 158	9 274
Ardèche	415 823	1 508	1 449	-4%	T2-2016/T2-2015	159 973	3 768
Ardennes	109 636	997	1 004	1%	T2-2016/T2-2015	52 967	1 219
Ariège	156 474	1 060	1 024	-3%	T2-2016/T2-2015	81 619	1 991
Aube	208 984	1 228	1 184	-4%	T2-2016/T2-2015	104 721	2 398
Aude	344 150	1 592	1 484	-7%	T2-2016/T2-2015	196 595	3 766
Aveyron	332 642	1 136	1 098	-3%	T2-2016/T2-2015	164 592	4 257
Bouches-du-Rhône	3 500 610	2 877	2 759	-4%	T2-2016/T2-2015	1 638 431	24 168
Calvados	488 257	1 931	1 857	-4%	T2-2016/T2-2015	237 330	5 649
Cantal	135 125	1 068	1 058	-1%	T2-2016/T2-2015	70 277	1 577
Charente	214 311	1 016	1 022	1%	T2-2016/T2-2015	112 459	2 790
Charente-Maritime	487 173	2 042	1 956	-4%	T2-2016/T2-2015	220 993	4 275
Cher	175 104	1 083	1 012	-7%	T2-2016/T2-2015	89 517	2 292
Corrèze	190 689	1 125	1 082	-4%	T2-2016/T2-2015	104 291	2 278
Corse	420 191	2 814	2 629	-7%	T2-2016/T2-2015	218 769	3 123
Côte-d'Or	634 047	1 676	1 621	-3%	T2-2016/T2-2015	333 949	6 400
Côtes-d'Armor	325 834	1 339	1 315	-2%	T2-2016/T2-2015	164 849	4 023
Creuse	67 340	769	753	-2%	T2-2016/T2-2015	34 175	1 003
Dordogne	257 312	1 157	1 145	-1%	T2-2016/T2-2015	128 557	2 968
Doubs	556 067	1 592	1 484	-7%	T2-2016/T2-2015	250 950	5 170
Drôme	703 025	1 684	1 652	-2%	T2-2016/T2-2015	286 532	5 601
Eure	479 882	1 516	1 492	-2%	T2-2016/T2-2015	250 251	5 332
Eure-et-Loir	314 463	1 527	1 459	-4%	T2-2016/T2-2015	167 017	2 962
Finistère	519 254	1 380	1 370	-1%	T2-2016/T2-2015	241 049	6 004
Gard	708 795	1 907	1 844	-3%	T2-2016/T2-2015	299 412	5 666
Haute-Garonne	1 943 584	2 396	2 184	-9%	T2-2016/T2-2015	857 350	15 668
Gers	204 488	1 190	1 230	3%	T2-2016/T2-2015	91 623	2 077
Gironde	1 622 196	2 389	2 297	-4%	T2-2016/T2-2015	701 863	10 981
Hérault	1 010 114	2 516	2 230	-11%	T2-2016/T2-2015	463 682	7 868
Ille-et-Vilaine	830 328	2 018	1 883	-7%	T2-2016/T2-2015	378 506	8 555
Indre	165 273	965	966	0%	T2-2016/T2-2015	67 701	2 055
Indre-et-Loire	718 178	1 909	1 767	-7%	T2-2016/T2-2015	294 398	6 092

Isère	1 400 537	2 093	1 977	-6%	T2-2016/T2-2015	595 264	10 929
Jura	319 754	1 166	1 168	0%	T2-2016/T2-2015	149 707	3 336
Landes	429 429	1 852	1 743	-6%	T2-2016/T2-2015	197 721	3 941
Loir-et-Cher	257 331	1 271	1 258	-1%	T2-2016/T2-2015	117 807	2 735
Loire	965 459	1 339	1 260	-6%	T2-2016/T2-2015	438 178	9 008
Haute-Loire	252 401	1 090	1 027	-6%	T2-2016/T2-2015	111 413	2 839
Loire-Atlantique	1 150 119	2 318	2 168	-6%	T2-2016/T2-2015	495 496	10 144
Loiret	465 672	1 630	1 531	-6%	T2-2016/T2-2015	208 108	4 486
Lot	209 052	1 224	1 251	2%	T2-2016/T2-2015	104 769	2 301
Lot-et-Garonne	351 282	1 118	1 112	-1%	T2-2016/T2-2015	179 450	3 914
Lozère	44 501	1 142	1 031	-10%	T2-2016/T2-2015	20 801	563
Maine-et-Loire	724 261	1 465	1 401	-4%	T2-2016/T2-2015	326 655	7 548

	Valeur Indicée des Gages au 31/12/2016 en K€	Prix au m22015	Prix au m22016	Evolution Annuelle des Prix en %	Trimestre d'évaluation	CRD en K€ au 31/12/2016	NB au 31/12/2016
Manche	466 159	1 248	1 257	1%	T2-2016/T2-2015	225 216	5 860
Marne	328 125	1 664	1 587	-5%	T2-2016/T2-2015	155 491	3 043
Haute-Marne	69 027	909	831	-9%	T2-2016/T2-2015	36 506	965
Mayenne	229 150	1 199	1 191	-1%	T2-2016/T2-2015	101 681	2 529
Meurthe-et-Moselle	553 550	1 411	1 405	0%	T2-2016/T2-2015	260 835	5 136
Meuse	135 266	885	860	-3%	T2-2016/T2-2015	66 927	1 716
Morbihan	436 177	1 817	1 742	-4%	T2-2016/T2-2015	178 410	4 260
Moselle	887 195	1 619	1 389	-14%	T2-2016/T2-2015	423 405	7 994
Nièvre	184 015	872	851	-2%	T2-2016/T2-2015	111 278	2 881
Nord	1 842 810	1 676	1 601	-4%	T2-2016/T2-2015	920 538	15 888
Oise	590 532	1 867	1 849	-1%	T2-2016/T2-2015	289 404	5 109
Orne	191 036	1 049	1 001	-5%	T2-2016/T2-2015	108 099	2 814
Pas-de-Calais	1 085 835	1 435	1 408	-2%	T2-2016/T2-2015	505 084	10 640
Puy-de-Dôme	672 593	1 626	1 514	-7%	T2-2016/T2-2015	290 862	5 990
Pyrénées-Atlantiques	665 902	2 399	2 096	-13%	T2-2016/T2-2015	300 665	5 960
Hautes-Pyrénées	224 828	1 260	1 248	-1%	T2-2016/T2-2015	110 926	2 563
Pyrénées-Orientales	447 610	1 885	1 743	-8%	T2-2016/T2-2015	254 608	4 171
Bas-Rhin	1 073 712	2 295	2 024	-12%	T2-2016/T2-2015	477 189	8 595
Haut-Rhin	624 190	1 711	1 562	-9%	T2-2016/T2-2015	310 508	5 549
Rhône	1 939 692	2 774	2 675	-4%	T2-2016/T2-2015	792 096	12 631
Haute-Saône	212 226	987	953	-3%	T2-2016/T2-2015	112 248	2 642
Saône-et-Loire	669 026	1 180	1 135	-4%	T2-2016/T2-2015	344 711	7 921
Sarthe	479 295	1 305	1 279	-2%	T2-2016/T2-2015	230 836	5 927
Savoie	475 014	2 683	2 575	-4%	T2-2016/T2-2015	198 287	3 483
Haute-Savoie	1 015 604	3 544	3 387	-4%	T2-2016/T2-2015	382 803	5 285
Paris	1 667 884	7 890	8 130	3%	T2-2016/T2-2015	493 863	5 515
Seine-Maritime	1 170 579	1 694	1 640	-3%	T2-2016/T2-2015	592 915	13 601
Seine-et-Marne	740 044	2 570	2 530	-2%	T2-2016/T2-2015	342 554	4 446
Yvelines	1 766 987	3 600	3 620	1%	T2-2016/T2-2015	731 221	8 031
Deux-Sèvres	268 994	1 050	1 024	-2%	T2-2016/T2-2015	125 040	3 342
Somme	396 276	1 505	1 390	-8%	T2-2016/T2-2015	190 798	4 203
Tarn	544 675	1 258	1 299	3%	T2-2016/T2-2015	240 184	5 388
Tarn-et-Garonne	284 054	1 317	1 296	-2%	T2-2016/T2-2015	140 599	2 899
Var	1 442 866	3 276	3 087	-6%	T2-2016/T2-2015	660 663	9 411
Vaucluse	801 002	2 145	1 996	-7%	T2-2016/T2-2015	409 671	7 184
Vendée	418 827	1 681	1 651	-2%	T2-2016/T2-2015	175 458	4 176
Vienne	279 495	1 218	1 205	-1%	T2-2016/T2-2015	147 052	3 171
Haute-Vienne	314 266	1 147	1 146	0%	T2-2016/T2-2015	159 305	3 998
Vosges	327 737	1 029	995	-3%	T2-2016/T2-2015	147 736	3 996
Yonne	347 032	1 119	1 125	1%	T2-2016/T2-2015	190 656	4 447
Territoire de Belfort	119 938	1 321	1 308	-1%	T2-2016/T2-2015	61 521	1 232
Essonne	1 294 783	2 550	2 530	-1%	T2-2016/T2-2015	608 728	7 228
Hauts-de-Seine	1 417 394	5 150	5 200	1%	T2-2016/T2-2015	519 464	5 389
Seine-St-Denis	892 476	3 130	3 140	0%	T2-2016/T2-2015	369 582	4 959
Val-de-Marne	936 079	4 090	4 120	1%	T2-2016/T2-2015	377 976	4 395
Val-d'Oise	1 043 917	2 620	2 610	0%	T2-2016/T2-2015	454 567	5 638
Autres (*)	651 712	1 980	1 853	-6%	T2-2016/T2-2015	353 402	4 699
Total	60 929 681			-3,40%		27 672 122	508 327

Pour information, l'indice national (Total Province déterminé par PERVAL) est resté relativement stable sur la période des douze mois considérés puisque les prix au

m² au 2ème trimestre 2016 s'établissaient à 1 853 Euros et à 1 862 Euros au 2ème trimestre 2017 (hausse de 0.5%)

(*) Dont gages réévalués sur l'indice national correspondants à des biens localisés dans les DOM/COM (code département 97X ou 98X).

Pour les biens localisés dans les DOM/COM, la valeur réévaluée au 31/12/2017 est de 708 M€ pour un encours de prêts de 437M€ et un total de 5 143 dossiers.

VIII. – Attestation du Contrôleur Spécifique sur les modes et résultats d'évaluation et les méthodes de réexamen périodique de la valeur des immeubles au 31 décembre 2017

Au Conseil d'administration de BPCE SFH,

En notre qualité de contrôleur spécifique de BPCE SFH et en application des dispositions prévues par l'article 5 du règlement 99-10 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, nous avons procédé à la vérification de la validité, au regard de la réglementation en vigueur, des modes et résultats d'évaluation des immeubles sous-jacents aux prêts et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, tels que publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2017 et joints à la présente attestation.

Les modes et résultats d'évaluation des immeubles et les méthodes de réexamen périodique de leur valeur ont été définis et mis en œuvre sous la responsabilité de la direction de votre société.

Il nous appartient de nous prononcer sur leur validité au regard des règles en vigueur au 31 décembre 2017.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nos travaux ont consisté à vérifier la conformité :

- des procédures, modes et résultats d'évaluation ainsi que des méthodes de réexamen périodique, dans leur conception et dans leur détermination, à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2017 ;

- des informations publiées simultanément aux comptes annuels avec, d'une part, le dispositif d'évaluation et de réexamen effectivement appliqué et, d'autre part, avec les résultats résultant de l'application du dispositif d'évaluation.

BPCE SFH

Attestation sur les modes et résultats d'évaluation et les méthodes de réexamen périodique de la valeur des immeubles au 31 décembre 2017

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler quant à la conformité aux dispositions prévues par les articles 2 à 4 du règlement 99-10 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, des modes et résultats d'évaluation des immeubles et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2017.

Fait à Paris, le 20 mars 2018
Le Contrôleur Spécifique
CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES
LAURENT BRUN

IX. – Rapport trimestriel sur la qualité des actifs (Instruction n° 2011-I-07 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolutions)

Le présent rapport relatif à la qualité des actifs de BPCE SFH est établi en application des dispositions de l'instruction n° 2011-I-07 et sur la base des données disponibles à la clôture du 31 décembre 2017.

BPCE SFH

Par : Jean-Philippe BERTHAUT
Titre : Directeur Général Délégué

Les montants sont exprimés en milliers d'Euros.

I. Prêts garantis

I. 1) Répartition des encours de prêts garantis par catégories de créance, par types de contrepartie et par types de garantie

Catégorie créance	Encours total		Encours créance impayée		Encours douteux	
	en milliers d'euros	en pourcentage	en milliers d'euros	en pourcentage	en milliers d'euros	en pourcentage
Prêts particuliers à l'habitat	30 399 218	100%	-	-	-	-
Prêts corporate à l'habitat		0%	-	-	-	-
Total	30 399 218	100%	-	-	-	-

Type contrepartie	Encours total		Encours créance impayée		Encours douteux	
	en milliers d'euros	en pourcentage	en milliers d'euros	en pourcentage	en milliers d'euros	en pourcentage
Particuliers	27 195 915	90%	-	-	-	-
SCI-Entrepreneur.ind	3 203 303	10%	-	-	-	-
Total	30 399 218	100%	-	-	-	-

Type contrepartie	Encours total		Encours créance impayée		Encours douteux	
-------------------	---------------	--	-------------------------	--	-----------------	--

	en milliers d'euros	en pourcentage	en milliers d'euros	en pourcentage	en milliers d'euros	en pourcentage
Hyp.logement.particulier	12 775 300	42,0%	-	-	-	-
SGFGAS	1 419 961	4,7%	-	-	-	-
Caution - Etablissement.crédit	292 468	1,0%	-	-	-	-
Caution - Entreprise.assurance	14 418 378	47,4%	-	-	-	-
Caution - PARNASSE	1 493 111	4,9%	-	-	-	-
Total	30 399 218	100%	-	-	-	-

Le pool BPCE SFH est constitué à 100% de prêts particuliers à l'habitat, y compris SCI de particuliers.

Il n'existe aucune créance douteuse ou en impayé dans le portefeuille apporté en garantie. Ces créances sont exclues du cover pool dès le premier impayé.

Les cautions établissements de crédit comportent exclusivement des cautions Crédit Logement.

Les cautions entreprises d'assurance comportent exclusivement des cautions CEGC.

I.1 2) Répartition des encours de prêts garantis par une hypothèque sur un logement et par une caution délivrée par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance

			Encours total	Encours total
Prêts particuliers à l'habitat	Particuliers	Hyp.logement.particulier	10 564 960	35%
		SGFGAS	1 351 623	4%
		Caution.Etab.Crédit	270 112	1%
	SCI-Entrepreneur.ind	Societe.Assurance	13 569 807	45%
		Caution.PARNASSE	1 439 414	5%
		Hyp.logement.particulier	2 210 340	7%
		SGFGAS	68 339	0%
		Caution.Etab.Crédit	22 356	0%
		Societe.Assurance	848 572	3%
		Caution.PARNASSE	53 697	0%
Total		30 399 218	100%	

Répartition des encours de prêts garantis en fonction de leur quotité éligible au refinancement par des ressources privilégiées :

Type garantie	Quotité éligible au refinancement par des ressources privilégiées	Répartition
Hypothèque.logement.particulier	12 273 633	42%
SGFGAS	1 419 470	5%
Caution - Etablissement.crédit	282 137	1%
Caution - Entreprise.assurance	13 659 949	47%
Caution.PARNASSE	1 391 296	5%
Total	29 026 485	100%

I.3) Répartition des encours en fonction de l'année de conclusion du contrat de prêt

Encours Total / Année conclusion prêt	Total	≤1998	1999	2000	2001	2002
Hypothèque.logement.particulier	12 775 301	5 455	19 374	37 405	61 902	89 202
SGFGAS	1 419 959	2 730	4 081	10 937	19 298	35 692
Caution - Etablissement.crédit	292 468	39	395	895	1 491	1 201
Caution - Entreprise.assurance	14 418 376	285	511	1 574	5 581	15 882
Caution - PARNASSE	1 493 113	2	2	64	307	691
Total	30 399 217	8 511	24 363	50 875	88 579	142 668

Encours Total / Année conclusion prêt	Total	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Hypothèque.logement.particulier	12 775 301	146 217	231 289	370 641	534 192	627 182	576 874	592 741	1 054 731	1 544 004	1 120 566
SGFGAS	1 419 959	53 620	62 708	67 058	75 858	72 421	77 664	92 984	145 676	188 831	146 052
Caution - Etablissement.crédit	292 468	2 251	2 868	5 428	13 688	20 520	18 049	13 382	21 559	24 034	18 377
Caution - Entreprise.assurance	14 418 376	47 838	105 239	193 171	280 201	367 758	374 314	474 451	977 266	1 465 326	1 395 766
Caution - PARNASSE	1 493 113	1 415	2 897	9 332	13 627	17 477	15 605	15 780	39 832	49 372	40 812
Total	30 399 217	251 341	405 001	645 630	917 566	1 105 358	1 062 506	1 189 338	2 239 064	3 271 567	2 721 573

Encours Total / Année conclusion prêt	Total	2013	2014	2015	2016	2017
Hypothèque.logement.particulier	12 775 301	1 571 705	1 372 844	1 433 990	940 196	444 791
SGFGAS	1 419 959	137 027	85 701	65 906	46 159	29 556
Caution - Etablissement.crédit	292 468	54 295	14 923	50 894	22 153	6 026
Caution - Entreprise.assurance	14 418 376	1 894 415	1 997 580	3 665 052	867 221	288 945
Caution - PARNASSE	1 493 113	106 216	85 148	226 911	488 565	379 058
Total	30 399 217	3 763 658	3 556 196	5 442 753	2 364 294	1 148 376

Encours Total / Année conclusion prêt	Total	≤ 1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Hypothèque.logement.particulier	42,03%	0,02%	0,06%	0,12%	0,20%	0,29%	0,48%	0,76%
SGFGAS	4,67%	0,01%	0,01%	0,04%	0,06%	0,12%	0,18%	0,21%
Caution - Etablissement.crédit	0,96%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,01%
Caution - Entreprise.assurance	47,43%	0,00%	0,00%	0,01%	0,02%	0,05%	0,16%	0,35%
Caution - PARNASSE	4,91%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%
Total	100,00%	0,03%	0,08%	0,17%	0,29%	0,47%	0,83%	1,33%

Encours Total / Année conclusion prêt	Total	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Hypothèque.logement.particulier	42,03%	1,22%	1,76%	2,06%	1,90%	1,95%	3,47%	5,08%	3,69%	5,17%	4,52%	4,72%	3,09%	1,46%
SGFGAS	4,67%	0,22%	0,25%	0,24%	0,26%	0,31%	0,48%	0,62%	0,48%	0,45%	0,28%	0,22%	0,15%	0,10%
Caution - Etablissement.crédit	0,96%	0,02%	0,05%	0,07%	0,06%	0,04%	0,07%	0,08%	0,06%	0,18%	0,05%	0,17%	0,07%	0,02%
Caution - Entreprise.assurance	47,43%	0,64%	0,92%	1,21%	1,23%	1,56%	3,21%	4,82%	4,59%	6,23%	6,57%	12,06%	2,85%	0,95%
Caution - PARNASSE	4,91%	0,03%	0,04%	0,06%	0,05%	0,05%	0,13%	0,16%	0,13%	0,35%	0,28%	0,75%	1,61%	1,25%
Total	100,00%	2,12%	3,02%	3,64%	3,50%	3,91%	7,37%	10,76%	8,95%	12,38%	11,70%	17,90%	7,78%	3,78%

Répartition

Nombre prêts concernés / Année conclusion prêt	Total	≤ 1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Hypothèque.logement.particulier	38,30%	0,28%	0,46%	0,68%	0,86%	0,90%	1,54%	1,61%
SGFGAS	8,64%	0,22%	0,21%	0,36%	0,43%	0,53%	0,67%	0,61%
Caution - Etablissement.crédit	0,89%	0,00%	0,01%	0,02%	0,02%	0,01%	0,03%	0,02%
Caution - Entreprise.assurance	48,74%	0,03%	0,02%	0,05%	0,09%	0,19%	0,61%	0,94%
Caution - PARNASSE	3,43%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,02%
Total	100,00%	0,53%	0,70%	1,10%	1,41%	1,64%	2,87%	3,20%

Nombre prêts concernés / Année conclusion prêt	Total	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Hypothèque.logement.particulier	38,30%	1,89%	2,12%	2,07%	2,00%	1,90%	3,30%	5,21%	3,13%	3,28%	2,67%	2,37%	1,42%	0,60%
SGFGAS	8,64%	0,52%	0,47%	0,39%	0,37%	0,43%	0,69%	0,93%	0,66%	0,53%	0,27%	0,18%	0,12%	0,06%
Caution - Etablissement.crédit	0,89%	0,03%	0,06%	0,08%	0,09%	0,07%	0,07%	0,07%	0,05%	0,12%	0,03%	0,09%	0,03%	0,01%
Caution - Entreprise.assurance	48,74%	1,35%	1,57%	1,69%	1,83%	2,15%	4,30%	6,62%	5,69%	5,93%	5,40%	8,01%	1,75%	0,50%
Caution - PARNASSE	3,43%	0,05%	0,08%	0,08%	0,09%	0,11%	0,21%	0,26%	0,19%	0,28%	0,20%	0,41%	0,84%	0,59%
Total	100,00%	3,85%	4,29%	4,30%	4,38%	4,66%	8,58%	13,10%	9,71%	10,14%	8,57%	11,07%	4,16%	1,76%

I. 4) Répartition des encours en fonction de leur durée, arrondie au nombre d'années entier le plus proche

Encours Total / Durée résiduelle des prêts	Total	≤ 1	2	3	4	5	6	7	8
Hypothèque.logement.particulier	12 775 302	86 984	157 388	222 158	265 244	334 070	400 442	507 184	609 115
SGFGAS	1 419 963	22 293	32 848	43 098	48 346	54 197	54 967	62 713	60 023
Caution - Etablissement.crédit	292 468	2 479	4 988	6 595	8 798	11 165	11 606	13 759	17 921
Caution - Entreprise.assurance	14 418 381	66 120	149 234	235 237	306 913	446 691	478 931	637 878	691 559
Caution - PARNASSE	1 493 112	4 251	9 209	14 261	20 475	26 374	35 051	40 973	54 007
Total	30 399 226	182 127	353 667	521 349	649 776	872 497	980 997	1 262 507	1 432 625

Encours Total / Durée résiduelle des prêts	Total	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Hypothèque.logement.particulier	12 775 302	629 020	608 848	691 524	799 232	868 268	890 480	658 761	697 336	885 703	937 875
SGFGAS	1 419 963	66 988	64 642	68 165	75 553	79 469	86 473	72 202	62 414	83 590	88 095
Caution - Etablissement.crédit	292 468	17 782	18 533	18 679	17 147	22 007	18 394	17 558	18 926	16 196	23 008
Caution - Entreprise.assurance	14 418 381	679 475	739 392	755 778	995 442	1 053 177	823 948	729 326	744 681	1 030 037	1 085 498
Caution - PARNASSE	1 493 112	66 360	49 212	58 053	59 661	76 909	130 472	54 477	57 659	90 480	115 205
Total	30 399 226	1 459 625	1 480 627	1 592 199	1 947 035	2 099 830	1 949 767	1 532 324	1 581 016	2 106 006	2 249 681

Encours Total / Durée résiduelle des prêts	Total	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	≥ 31
Hypothèque.logement.particulier	12 775 302	770 267	384 296	371 636	324 586	272 790	295 289	68 303	23 508	7 339	5 647	1 514	495	0
SGFGAS	1 419 963	72 589	53 449	50 919	38 037	29 588	36 498	8 820	2 538	837	344	176	92	0
Caution - Etablissement.crédit	292 468	10 156	6 122	3 769	2 605	3 259	1 016	0	0	0	0	0	0	0
Caution - Entreprise.assurance	14 418 381	679 328	431 557	428 063	543 025	526 054	99 231	29 065	14 490	12 567	5 483	201	0	0
Caution - PARNASSE	1 493 112	204 509	48 313	28 554	31 600	47 551	135 623	33 462	0	0	0	411	0	0
Total	30 399 226	1 736 849	923 737	882 941	939 853	879 242	567 657	139 650	40 536	20 743	11 474	2 302	587	0

Nombre prêts concernés/ Durée résiduelle des prêts	Total	≤ 1	2	3	4	5	6	7	8
Hypothèque.logement.particulier	200 441	18 361	12 532	10 815	9 441	10 028	10 425	10 351	10 623

SGFGAS	45 197	6 809	3 634	3 401	2 897	2 729	2 345	2 356	2 005
Caution - Etablissement.crédit	4 675	475	362	312	271	280	292	275	288
Caution - Entreprise.assurance	255 065	15 432	13 911	13 071	12 908	15 398	14 283	15 608	14 553
Caution - PARNASSE	17 963	879	841	849	782	800	878	781	948
Total	523 341	41 956	31 280	28 448	26 299	29 235	28 223	29 371	28 417

Nombre prêts concernés/ Durée résiduelle des prêts	Total	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Hypothèque.logement.particulier	200 441	10 689	9 552	9 092	9 440	9 533	9 474	6 392	6 582	8 027	7 690	6 656	3 696
SGFGAS	45 197	2 024	1 820	1 659	1 609	1 561	1 581	1 137	1 019	1 294	1 317	1 089	896
Caution - Etablissement.crédit	4 675	250	254	224	195	219	170	148	151	132	167	83	55
Caution - Entreprise.assurance	255 065	13 388	13 692	11 477	13 556	13 273	10 197	8 177	7 943	10 706	10 343	6 696	4 695
Caution - PARNASSE	17 963	1 082	740	754	640	808	1 303	480	488	702	828	1 432	338
Total	523 341	27 433	26 058	23 206	25 440	25 394	22 725	16 334	16 183	20 861	20 345	15 956	9 680

Nombre prêts concernés/ Durée résiduelle des prêts	Total	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	≥ 31
Hypothèque.logement.particulier	200 441	3 264	2 707	2 079	2 183	484	194	68	46	14	3	0
SGFGAS	45 197	664	470	345	396	100	26	9	3	1	1	0
Caution - Etablissement.crédit	4 675	33	16	19	4	0	0	0	0	0	0	0
Caution - Entreprise.assurance	255 065	4 358	5 214	4 708	897	266	144	114	55	2	0	0
Caution - PARNASSE	17 963	179	203	281	775	171	0	0	0	1	0	0
Total	523 341	8 498	8 610	7 432	4 255	1 021	364	191	104	18	4	0

Encours Total / Durée résiduelle des prêts	Total	≤ 1	2	3	4	5	6	7	8
Hypothèque.logement.particulier	42,03%	0,29%	0,52%	0,73%	0,87%	1,10%	1,32%	1,67%	2,00%
SGFGAS	4,67%	0,07%	0,11%	0,14%	0,16%	0,18%	0,18%	0,21%	0,20%
Caution - Etablissement.crédit	0,96%	0,01%	0,02%	0,02%	0,03%	0,04%	0,04%	0,05%	0,06%
Caution - Entreprise.assurance	47,43%	0,22%	0,49%	0,77%	1,01%	1,47%	1,58%	2,10%	2,27%
Caution - PARNASSE	4,91%	0,01%	0,03%	0,05%	0,07%	0,09%	0,12%	0,13%	0,18%
Total	100,00%	0,60%	1,16%	1,72%	2,14%	2,87%	3,23%	4,15%	4,71%

Encours Total / Durée résiduelle des prêts	Total	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Hypothèque.logement.particulier	42,03%	2,07%	2,00%	2,27%	2,63%	2,86%	2,93%	2,17%	2,29%	2,91%	3,09%	2,53%	1,26%
SGFGAS	4,67%	0,22%	0,21%	0,22%	0,25%	0,26%	0,28%	0,24%	0,21%	0,27%	0,29%	0,24%	0,18%
Caution - Etablissement.crédit	0,96%	0,06%	0,06%	0,06%	0,06%	0,07%	0,06%	0,06%	0,06%	0,05%	0,08%	0,03%	0,02%
Caution - Entreprise.assurance	47,43%	2,24%	2,43%	2,49%	3,27%	3,46%	2,71%	2,40%	2,45%	3,39%	3,57%	2,23%	1,42%
Caution - PARNASSE	4,91%	0,22%	0,16%	0,19%	0,20%	0,25%	0,43%	0,18%	0,19%	0,30%	0,38%	0,67%	0,16%
Total	100,00%	4,80%	4,87%	5,24%	6,40%	6,91%	6,41%	5,04%	5,20%	6,93%	7,40%	5,71%	3,04%

Encours Total / Durée résiduelle des prêts	Total	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	≥ 31
Hypothèque.logement.particulier	42,03%	1,22%	1,07%	0,90%	0,97%	0,22%	0,08%	0,02%	0,02%	0,00%	0,00%	
SGFGAS	4,67%	0,17%	0,13%	0,10%	0,12%	0,03%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	
Caution - Etablissement.crédit	0,96%	0,01%	0,01%	0,01%	0,00%							
Caution - Entreprise.assurance	47,43%	1,41%	1,79%	1,73%	0,33%	0,10%	0,05%	0,04%	0,02%	0,00%		
Caution - PARNASSE	4,91%	0,09%	0,10%	0,16%	0,45%	0,11%				0,00%		
Total	100,00%	2,90%	3,09%	2,89%	1,87%	0,46%	0,13%	0,07%	0,04%	0,01%	0,00%	0,00%

Nombre prêts concernés / Durée résiduelle des prêts	Total	≤ 1	2	3	4	5	6	7	8
Hypothèque.logement.particulier	38,30%	3,51%	2,39%	2,07%	1,80%	1,92%	1,99%	1,98%	2,03%
SGFGAS	8,64%	1,30%	0,69%	0,65%	0,55%	0,52%	0,45%	0,45%	0,38%
Caution - Etablissement.crédit	0,89%	0,09%	0,07%	0,06%	0,05%	0,05%	0,06%	0,05%	0,06%
Caution - Entreprise.assurance	48,74%	2,95%	2,66%	2,50%	2,47%	2,94%	2,73%	2,98%	2,78%
Caution - PARNASSE	3,43%	0,17%	0,16%	0,16%	0,15%	0,15%	0,17%	0,15%	0,18%
Total	100,00%	8,02%	5,98%	5,44%	5,03%	5,59%	5,39%	5,61%	5,43%

Nombre prêts concernés / Durée résiduelle des prêts	Total	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Hypothèque.logement.particulier	38,30%	2,04%	1,83%	1,74%	1,80%	1,82%	1,81%	1,22%	1,26%	1,53%	1,47%	1,27%	0,71%
SGFGAS	8,64%	0,39%	0,35%	0,32%	0,31%	0,30%	0,30%	0,22%	0,19%	0,25%	0,25%	0,21%	0,17%
Caution - Etablissement.crédit	0,89%	0,05%	0,05%	0,04%	0,04%	0,04%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,02%	0,01%
Caution - Entreprise.assurance	48,74%	2,56%	2,62%	2,19%	2,59%	2,54%	1,95%	1,56%	1,52%	2,05%	1,98%	1,28%	0,90%
Caution - PARNASSE	3,43%	0,21%	0,14%	0,14%	0,12%	0,15%	0,25%	0,09%	0,09%	0,13%	0,16%	0,27%	0,06%
Total	100,00%	5,24%	4,98%	4,43%	4,86%	4,85%	4,34%	3,12%	3,09%	3,99%	3,89%	3,05%	1,85%

Nombre prêts concernés / Durée résiduelle des prêts	Total	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	≥ 31
Hypothèque.logement.particulier	38,30%	0,62%	0,52%	0,40%	0,42%	0,09%	0,04%	0,01%	0,01%	0,00%	0,00%	
SGFGAS	8,64%	0,13%	0,09%	0,07%	0,08%	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	
Caution - Etablissement.crédit	0,89%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%							
Caution - Entreprise.assurance	48,74%	0,83%	1,00%	0,90%	0,17%	0,05%	0,03%	0,02%	0,01%	0,00%		
Caution - PARNASSE	3,43%	0,03%	0,04%	0,05%	0,15%	0,03%				0,00%		
Total	100,00%	1,62%	1,65%	1,42%	0,81%	0,20%	0,07%	0,04%	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%

I. 5) Répartition des encours des trois catégories de prêt mentionnées au 2 selon la localisation des biens apportés en garantie par pays.

Type garantie / Localisation	France	Répartition
Hypothèque.logement.particulier	12 775 300	42,0%
SGFGAS	1 419 961	4,7%
Caution - Etablissement.credit	292 468	1,0%
Caution - Entreprise.assurance	14 418 378	47,4%
Caution - PARNASSE	1 493 111	4,9%
Total	30 399 218	100%

Tous les biens apportés en garantie dans le pool de BPCE SFH sont situés en France.

I.6) Répartition des encours de prêts cautionnés en fonction de la pondération qui leur est attribuée au titre du ratio de couverture

Eléments de calcul des montants éligibles au refinancement par des ressources privilégiées	Encours	Répartition	Valeurs des biens financés ou apportés en garantie	Montants éligibles au refinancement
- Prêts hypothécaires	14 195 261	100%	32 522 195	13 693 103
- Prêts dont montant des prêts pour lesquels la quotité de refinancement est le capital restant dû,	9 451 201	67%	27 222 969	9 451 201
- Prêts dont montant des prêts pour lesquels la quotité de refinancement est le produit de la valeur des biens apportés en garantie et des quotités visées à l'article R. 515-2 du Code monétaire et financier, dont :	4 744 060	33%	5 299 226	4 241 903
- prêts relevant de l'article R 515-2 II. 1 dont la quotité éligible au refinancement représente 60 % de la valeur des biens apportés en garantie.		0%		
- prêts relevant de l'article R 515-2 II. 2 dont la quotité éligible au refinancement représente 80 % de la valeur des biens apportés en garantie	4 730 959	100%	5 286 616	4 229 292
- prêts relevant de l'article R 515-2 II.3 dont la quotité éligible au refinancement représente 100 % de la valeur des biens apportés en garantie	13 101	0%	12 610	12 610
dont :				
- prêts hypothécaires relevant de l'article R515-2 II .3	13 101	100%	12 610	12 610
- prêts hypothécaires également garantis par une caution délivrée par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance (article L.515-14 du Code monétaire et financier)		0%		
- prêts hypothécaires également garantis par une personne publique (article L.515-14 du Code monétaire et financier)		0%		
- Total prêts cautionnés	16 203 957	100%	32 019 910	15 333 382
dont :				
- garantis par des organismes de caution qui rentrent dans le périmètre de consolidation (pondération à 80%)	15 911 489	98%	31 319 568	15 051 245
- garantis par des organismes de caution qui ne rentrent pas dans le périmètre de consolidation (pondération à 100%)	292 468	2%	700 342	282 137
- Prêts dont le montant éligible au refinancement par des ressources privilégiées est le capital restant dû.	8 742 146	54%	23 780 866	8 742 146
- Prêts dont le montant éligible au refinancement par des ressources privilégiées est le produit de la valeur du bien financé ou apporté en garantie et d'une quotité définie à l'art R 515-2 du Code Monétaire et Financier.	7 461 810	46%	8 239 045	6 591 236
dont :				
- Prêts dont le montant éligible au refinancement par des ressources privilégiées ne peut être supérieur à 60 % de la valeur des bien financé ou apporté en garantie		0%		
- Prêts dont le montant éligible au refinancement par des ressources privilégiées ne peut être supérieur à 80 % de la valeur du bien apporté financé ou apporté en garantie	7 461 810	100%	8 239 045	6 591 236
- Prêts dont le montant éligible au refinancement peut représenter 100% de la valeur du bien financé ou apporté en garantie		0%		

Les organismes de caution entrant dans le périmètre de consolidation sont CEGC et PARNASSE Garanties. Les encours de ces prêts sont pondérés à 80%. Crédit Logement n'entrant pas dans le périmètre de consolidation, les encours sont pondérés à 100%.

I. 7) Répartition des encours en fonction des prêts mobilisés par billets à ordres régis par les articles L. 313-42 à L. 313-49 du code monétaire et financier selon les critères mentionnés aux 1) à 5).

NEANT

II – Exposition sur des personnes publiques

Néant

III – Fonds communs de créances et entités similaires

Néant

IV – Titres et valeurs suffisamment sûrs et liquides

Au 31/12/2017, la répartition des valeurs de remplacement détenues par BPCE SFH est la suivante :

Nature de valeur	Montant	Répartition
Titres, valeurs et dépôts sur des établissements de crédit bénéficiant du meilleur échelon de qualité de crédit	400 000	16,35%
dont échéance mars 2021 :	100 000	
dont échéance juin 2022 :	200 000	
dont échéance avril 2026 :	100 000	
Créances et titres d'une durée résiduelle inférieure à 100 jours bénéficiant du second meilleur échelon de qualité de crédit	2 046 325	83,65%
Titres de créances émis, ou totalement garantis, par l'une des personnes publiques mentionnées aux 1 à 5 de l'article L. 513-4		0,00%
Total	2 446 325	100%
Montant des titres, sommes et valeurs reçus en garantie des opérations de couverture mentionnés à l'article L513-10		

V – Remboursements anticipés

Catégories de créances	Montant des RA enregistrés au cours de l'exercice 2017 (en K€)	Moyenne des encours en fin de mois au 31/12/2017	Taux de RA sur l'exercice 2017 (en %)
Prêts particuliers à l'habitat	3 477 789	27 736 476	12,54%
Prêts corporate à l'habitat			0,00%
Total	3 477 789	27 736 476	12,54%

Les remboursements anticipés sont rapportés à la moyenne des encours de fin de mois entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017.

Le taux de remboursement anticipés sur encours présenté est rapporté à une base annuelle.

Deux établissements n'ont pas été pris en compte dans le montant des RA.

VI – Risque de taux

Détails des éléments d'actifs venant en couverture des ressources privilégiées vue en transparence sur les actifs remis en pleine propriété à titre de garantie (Cover Pool) :				
Balance des actifs (K€)	30 399 218	Taux fixe		97,51%
Pourcentage d'actifs à taux fixe	97,51%	Euribor 1M		0,06%
Taux fixe moyen pondéré	2,23%	Euribor 3M		0,78%
Pourcentage d'actifs à taux variable	2,49%	Euribor 6M		0,01%
Spread moyen pondéré (points de base)	125	Euribor 12M		1,32%
Taux variable moyen pondéré	1,83%	Autre		0,32%
Détails des éléments du passif de la SFH (émissions privilégiées et non privilégiées) :				
Balance du passif (K€)	23 002 000	Taux fixe		99,10%
Pourcentage de passifs à taux fixe	99,10%	Euribor 1M		0,00%
Taux fixe moyen pondéré	1,95%	Euribor 3M		0,76%
Pourcentage de passifs à taux variable	0,90%	Euribor 6M		0,14%
Spread moyen pondéré (points de base)	35	Euribor 12M		0,00%
Taux variable moyen pondéré	0,03%	Autre		0,00%

Politique de BPCE SFH en matière de taux :

Les conditions de fonctionnement de BPCE SFH ne l'exposent pas à un risque de taux.

En mode de fonctionnement normal (c.-à-d. tant que BPCE n'est pas en défaut au titre de ses Actifs Eligibles), BPCE SFH ne sera pas exposé à un quelconque risque de taux dans la mesure où les emprunts, par émissions d'Obligations de Financement à l'Habitat, et les prêts consentis par BPCE SFH aux maisons-mères sont parfaitement adossés en notionnel, en taux, en maturité. Du fait de cet adossement, aucun swap n'est mis en place au niveau de BPCE SFH.

En cas de baisse de la notation de BPCE en deçà de A-1 (Standard and Poor's) / P-1 (Moody's), il est prévu de mettre en place, de manière préventive, des couvertures de taux du portefeuille de prêts apportés en collatéral d'une part et, d'autre part, des émissions d'Obligations de Financement à l'Habitat avec une entité externe présentant une notation minimum de A-1 (Standard and Poor's) / P-1 (Moody's) et en back to back avec BPCE de telle sorte qu'en cas de défaut de BPCE, le risque de taux sur le portefeuille de collatéraux et sur l'ensemble des émissions soit couvert par une contrepartie bénéficiant d'une notation minimum.

VII – Couverture du besoin de liquidité

Information sur le besoin de liquidité à 180 jours et les modalités de couverture calculés au 31/12/2016

Sans hypothèse de remboursement anticipé

Période	Flux prévisionnels sur les actifs reçus à titres de garantie, en nantissement ou en pleine propriété (Cover Pool)				
	Principal	Intérêts	Flux après Swap*	Frais et dépenses	Total
mois 1	237 616	56 151		0	293 767
mois 2	234 966	55 687		0	290 653
mois 3	234 181	55 271		0	289 452
mois 4	233 211	54 808		0	288 018
mois 5	232 445	54 364		0	286 809
mois 6	231 813	53 950		0	285 764
Total	1 404 232	330 232	0	0	1 734 464

Flux prévisionnels sur les ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L513-11					Besoin ou Excédent de trésorerie
Principal	Intérêts	Flux après Swap*	Frais et dépenses	Total	
0	52 175		0	52 175	241 593
1 495 000	73 693		0	1 568 693	-1 278 039
685 000	80 687		0	765 687	-476 235
0	7 456		0	7 456	280 562
0	5 058		0	5 058	281 751
0	45 745		0	45 745	240 019
2 180 000	264 813	0	0	2 444 813	-710 350

* Après prise en compte des montants afférents aux instruments financiers à terme conclus par la SFH pour la couverture de ses éléments d'actifs et de passifs (Art. L.513-10).

Avec hypothèse de remboursement anticipé et de performance des actifs

Hypothèse stressée de RA	12,54%
--------------------------	--------

Flux prévisionnels sur les actifs reçus à titres de garantie, en nantissement ou en pleine propriété (Cover Pool)				
Principal	Intérêts	Flux après Swap*	Frais et dépenses	Total
575 106	56 146		0	631 252
563 390	55 054		0	618 444
553 717	54 027		0	607 743
546 721	52 969		0	599 690
537 346	51 947		0	589 294
528 265	50 970		0	579 235
3 304 546	321 113	0	0	3 625 659

Flux prévisionnels sur les ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L513-11					Besoin ou Excédent de trésorerie
Principal	Intérêts	Flux après Swap*	Frais et dépenses	Total	
0	52 175		0	52 175	579 078
1 495 000	73 693		0	1 568 693	-950 248
685 000	80 687		0	765 687	-157 944
0	7 456		0	7 456	592 234
0	5 058		0	5 058	584 236
0	45 745		0	45 745	533 490
2 180 000	264 813	0	0	2 444 813	1 180 845

* Après prise en compte des montants afférents aux instruments financiers à terme conclus par la SFH pour la couverture de ses éléments d'actifs et de passifs (Art. L.513-10).

Résultats

	Sans RA	Avec RA
Besoin de trésorerie maximum constaté sur les 180 jours.	-1 278 039	-950 248
Eléments venant en couverture du besoin de trésorerie le cas échéant		
Valeur de remplacement	2 446 325	2 446 325
Actifs de la SFH éligibles au repo de la BdF (après hair-cut)	772 484	772 484
Couverture des besoins	oui	oui